

La Catalogne commence la déconnexion de l'Espagne et de... l'Europe ? Valls applaudit !

écrit par Alain de Catalogne | 12 novembre 2015



Le 9 novembre dernier a été approuvée par le Parlement de Catalogne la *résolution de commencement de déconnexion de la Catalogne à l'Espagne*.

Cette décision pourrait engager les partis indépendantistes à une « désobéissance » face à Madrid qui porte plainte au Tribunal Constitutionnel. D'ailleurs Rajoy, chef de l'Etat Espagnol, n'a pas tardé à saisir le Tribunal Constitutionnel dans une résolution qu'il a lue à la télévision nationale condamnant le coup d'Etat inconstitutionnel du Parlement Catalan.

La crise indépendantiste catalane entrera dans les prochains jours dans une phase aiguë.

Les trois partis unionistes au parlement catalan (PSC socialiste, PP conservateur et Ciudadanos) ont décidé de recourir au Tribunal Constitutionnel (TC) contre la résolution indépendantiste engageant un processus de « déconnexion » de

la Catalogne à l'Etat espagnol.

Ce qui s'engage en Catalogne désormais est un combat entre deux formes de légitimité.

La première est celle des partis indépendantistes catalans qui revendiquent une légitimité démocratique à appliquer leur programme de « déconnexion » puisqu'ils disposent d'une majorité parlementaire (en sièges et non pas en votes).

En face, les partis unionistes s'appuient sur la légitimité constitutionnelle et sur l'illégalité du processus indépendantiste. Ils répondent donc aux votes de la majorité parlementaire catalane par des procédures judiciaires, en attendant d'avoir recours aux moyens d'exécution des décisions des tribunaux espagnols, comme l'application de l'article 155 de la Constitution qui permet de suspendre l'autonomie de la GENERALITAT (gouvernement catalan).

Les rebelles seront mis au pas et la police autonome, les « mossos d'esquadra » a fait l'objet d'une étude de la part du ministère de l'Intérieur. Ils sont sous l'autorité de la Generalitat SAUF pour les salaires (sic) où « papa Etat Espagnol » donne l'argent à « maman Generalitat » qui répartit les salaires aux mossos d'Esquadra !!! Un comble quand on sait que la Generalité réclame depuis des années le « pacte fiscal » c'est à dire le pouvoir de récolter et gérer les impôts en Catalogne comme c'est déjà le cas en Navarre et au Pays Basque !!

Il faut être cohérent, la generalitat prétend être économiquement assez autonome pour tout gérer, même sa sécurité sociale ! (les cartes de sécu « catsalut » existent depuis quelques années, dépendent de la generalitat et ...ne sont pas valables dans les autres provinces espagnoles!!!).

Ce qui attend la Catalogne : passer d'un statut autonome – un des plus autonomes d'Europe – à un statut de vassal de Madrid où toute la gestion de la Catalogne sera faite par

l'Etat espagnol, considérant la décision du Parlement catalan comme un « coup d'état catalan ».. Il en sort que seulement un tiers de la police autonome serait indépendantiste, ce qui laisse les mains libres à Madrid de les contrôler et de toute façon d'en prendre le commandement.

Même le secrétaire générale de l'ONU, Ban Ki-Moon, a récemment refusé le droit à l'autodétermination des Catalans, suivant ainsi les pas de l'UE et de la plupart des grands pays.

Notre premier ministre s'est distingué en faisant une diversion sportive !« Si le Barça, en cas d'indépendance de la Catalogne, venait à devoir quitter la Liga, la Ligue 1 serait prête à l'accueillir les bras ouverts. C'est en tout cas le souhait de Manuel Valls, le Premier Ministre. « *Après tout Monaco y joue, et bien...* », plaide Manuel Valls, cité par le magazine Challenges. »

Ce « coup d'Etat » n'est pas anodin, bien qu'anticonstitutionnel. S'il s'avérait que, pour une raison ou une autre, il s'imposait, cela ouvrirait la boîte de Pandore car s'ensuivrait l'éclatement de l'Europe des Etats, solution idéale pour les mondialistes : affaiblir les états-nations forts comme la France, l'Espagne, l'Allemagne avec leur armée nationale, leur police et surtout, surtout en finir avec le patriotisme national...et la solidarité des citoyens, cela dans le contexte d'immigration intense et de mélange des peuples.

Alain de Catalogne, responsable *Résistance républicaine*
Espagne